

que nous nous préoccupons plus, un bon nombre d'entre nous, je pense, de certains des aspects locaux du transport que des problèmes d'intérêt national. Après tout, le transport national, c'est notre tâche. Il nous faut trouver quelque moyen de nous en acquitter.

• (9.10 p.m.)

Je ne m'imagine pas qu'il y ait 20 millions de gens appartenant à la même société, dans un endroit quelconque de l'univers, qui paient de telles sommes pour leurs déplacements, où le transport soit tellement intégré au coût de la vie, comme ici, au Canada. Le deuxième point que je voudrais signaler est celui-ci: Il n'y a pas un autre pays de 20 millions d'habitants dans l'univers qui dépend tant, pour maintenir son niveau de vie, de l'exportation d'une grande partie de ses produits dans le reste de l'univers et qui, dans de très nombreux cas, doit soutenir la concurrence d'autres marchés. Or, ces deux faits signifient que si les producteurs canadiens doivent obtenir un rendement raisonnable pour leurs produits et pour ce qu'ils vendent sur les marchés d'exportation, le coût du transport des marchandises ne doit pas être trop élevé. Voilà un élément fondamental du transport au Canada. Il ne joue peut-être pas tellement dans certaines régions où toute la production est destinée aux marchés locaux ou à la consommation intérieure, mais il nous touche tous.

Je souscris aussi à une autre chose que le chef de l'opposition a déclarée aujourd'hui. Plus tôt dans la journée, je lui ai fait parvenir une note pour lui dire que j'espérais qu'il se remettrait du choc qu'il recevrait en apprenant que je souscris davantage à ses observations sur les transports qu'à celles de tout autre député ayant participé au débat. Voici pourquoi je suis d'accord avec lui. Il a dit que nous devons changer, que nous ne pouvions laisser les choses dans leur état actuel, que nous devons nous mettre à la page. Je paraphrase grossièrement ses propos. J'ai peut-être le droit de le faire de temps à autre puisqu'il le fait lui aussi. Je suis tout à fait équitable, cependant. Il a déclaré que le pays doit être doté d'un système de transport moderne. Cela signifie aussi qu'à moins d'affecter des sommes exagérées à nos services de transport, lorsqu'il y a dédoublement, nous devons les abandonner, bien qu'ils aient été fameux il y a 25 ou 50 ans. Si nous voulons maintenir un niveau de vie élevé et accorder des loisirs convenables à nos vieillards, nous devons nous montrer efficaces. Nous devons être prêts à nous débarrasser des services désuets et de ceux qui ne sont presque plus utiles. C'est une des réalités de la vie qu'il nous faut affronter.

[L'hon. M. Pickersgill.]

Je ne connais que deux moyens, monsieur le président, qui permettent aux Canadiens de faire les frais de leurs services de transport; une partie doit être payée d'un façon et l'autre partie, d'une autre façon si nous voulons avoir une ligne de conduite raisonnable et pratique dans ce domaine. Le transport peut être payé ou par les usagers ou par les contribuables. Je ne vois pas d'autre moyen. Nous pourrions peut-être recourir, pendant quelque temps, au moyen proposé par quelques députés, c'est-à-dire faire en sorte que le Pacifique-Canadien assure le transport à un prix considérablement inférieur au prix actuel et affecte les profits qu'il retire de ses autres entreprises au transport pour combler le déficit. Mais je doute qu'un tel régime puisse durer longtemps. Je me demande sérieusement quelles répercussions il pourrait avoir sur l'ensemble de l'économie canadienne et je ne connais personne, un tant soit peu au courant de la question, qui ait jamais proposé un moyen semblable.

Quelle que soit la façon de procéder, la somme globale de notre main-d'œuvre, de nos ressources, de notre capital, de notre savoir-faire consacrés au transport devra provenir de la somme totale de ce que nous produisons. Si le montant que nous consacrons au transport est trop élevé par rapport au reste de l'économie du pays, nous n'en serons pas plus riches mais certainement plus pauvres. Cela me semble tout à fait évident.

Le député de Burnaby-Richmond a dit qu'il devrait exister un ministère distinct de l'aviation civile. Je sais que des arguments probants militent en faveur de cela, et je n'irai pas jusqu'à dire que ce ministère distinct n'existera pas un jour. Toutefois, voici mon opinion personnelle, et elle n'est pas simplement le reflet d'un désir, chez un ancien, de s'accrocher à son empire. De toute façon, j'ai étudié la chose et j'en suis venu à la conclusion qu'il est si important d'intégrer tous les modes de transport au Canada et d'éliminer autant que possible le double emploi, la perte et le superflu, que s'il n'y avait pas un seul ministère de l'État et un seul ministre pour accomplir toutes ces choses ou tenter de les accomplir, elles ne se feraient pas du tout.

Quand je constate ce que mon ami, le ministre de la Défense nationale, a accompli ces trois dernières années et comment il a cherché à réaliser l'intégration de nos forces armées—ce qu'il a réussi admirablement bien, à mon avis—il importe autant, plus même, dans une perspective à longue échéance—d'intégrer les services de transport du Canada et de veiller à ce qu'on ne leur affecte pas de fonds inutilement. Voilà mon opinion.